

***Le déroulé de la réunion du lundi 25 Septembre
2017 des **Harkis**, avec le Président de la
république **Emmanuel Macron*****

Publié sur le site Harkis Dordogne le 3 Octobre 2017



La délégation reçue à L'Élysée lundi matin 25/09/2017

Déroulé réunion **Harkis** avec le Président de la république **Emmanuel Macron**



M. Emmanuel Macron :

Je suis heureux de vous voir ici, pour reprendre avec vous le cours d'un dossier comportant de multiples blessures et présentant des complexités.

Comme vous le savez, tout à l'heure il y a la **cérémonie**.

Je souhaite pouvoir mettre le dossier sur la table, comme on avait commencé à le faire ensemble, en regarder toutes les complexités, toutes les demandes et ce que nous pouvons faire dans les prochaines semaines.

J'ai fait le choix de ne pas aller aux **cérémonies** pour ne pas avoir à faire de longs discours, j'en ferai un, oui, mais je préférerais d'abord qu'on ait un instrument de travail.

Je veux qu'on sorte des automatismes qu'on avait construits, qu'on ne prenne pas des choses comme des évidences. C'est un peu l'esprit de ce premier échelon, pour être bien ensemble.



Mme Geneviève Darrieussecq

M. le Pdt, mesdames, messieurs,

Je suis heureuse de ce nouvel échange avec la communauté harkie. Nous devons établir un bilan de ce qui a été mis en œuvre pour les Harkis, continuer d'avancer, voir avec les Harkis et le Président de la République la façon de leur apporter appui et reconnaissance.

Nous sommes conscients de la nécessité d'organiser un groupe de travail représentatif pour établir un bilan précis de ce qui a été fait dans les différents domaines, notamment sociologique, connaître les besoins pour améliorer et aller dans une évolution de ce qui pourra être fait avec eux et pour eux.



M. Boaza Gasmi

M. le Président, Madame la Ministre,

Aujourd'hui est un jour très important pour notre communauté et pour le gouvernement.

Nous sommes d'abord très honorés d'être reçus aujourd'hui dans ce très haut lieu symbolique de l'Élysée, par le Président, c'est un lieu d'échanges très important pour notre communauté. M. le Président, il est très important de prendre en considération cette population qui depuis 55 ans souffre et attend une réparation, une justice. Il faut avoir vécu notre souffrance pour en parler. Il n'y a que ceux qui ont vécu cette souffrance qui peuvent en parler.

Je suis le Pdt du Comité National de Liaison des Harkis, et Monsieur le Président, je vous demande vraiment de prendre à bras le corps ce problème qui fait partie de l'Histoire de la Nation française, c'est aussi l'Histoire de notre communauté, de ces Soldats.

Parce que moi, quand je parle des Harkis, je parle d'abord de ces Soldats qui ont fait un choix. Et ce choix c'est de défendre la Nation, la République, la laïcité, la démocratie. On l'a chèrement payé.

Aujourd'hui, il est grand temps de prendre ce problème par le bon bout.

Aujourd'hui, si je suis là, c'est bien sûr pour tracer les grandes lignes, les grands axes sur lesquels nous devons travailler :

*La Réparation, la **Mémoire**, l'**Histoire**, et en parallèle, bien sûr, des mesures spécifiques etc...*

C'est pourquoi Monsieur le Président, Mme la Ministre, il est grand temps de former un groupe compétent, un groupe qui aura la compétence pour porter ce projet à bras le corps.

*Les personnes qui composent le **CNLH** se battent depuis 1975. Ce combat a commencé dans le camp de **Bias**, nous aimerions être reconnus en tant que tel.*

Assez de mesurette, nous ne voulons plus de mesurette, nous ne voulons plus de droit commun : Nous avons souffert, nous avons été enfermés dans des camps, privés de tous nos droits. Nous n'avons pas pu aller à l'école de la République. Oui, ces camps ont existé. Nous avons été spoliés de nos droits, de l'emploi, des retraites, etc...

Alors aujourd'hui, il est grand temps de soulever ces problèmes.

*Moi je souhaiterais la création d'une structure composée de gens compétents, qui peut se mettre en place avec le Comité National de Liaison des **Harkis**, c'est-à-dire avec des gens compétents qui m'entourent là, et il n'y a rien à voir d'autre.*

Je vais revenir à ce G12 :

Ce G12 s'il existe, c'est un peu grâce à moi Mme la Ministre. Puisqu'en 2013, j'avais fait une grève de la faim. Cette grève de la faim avait un sens. Toutes mes grèves de la faim avaient un sens, c'est-à-dire que je voulais aller rencontrer le Président de la Nation.

M. Le Président, vous êtes le Président de tous les français et je pense qu'il est de votre devoir de prendre en considération cette partie de la Nation. Aujourd'hui, il est de votre devoir, Monsieur le Président, de prendre à bras le corps ce problème là.

Aujourd'hui, je m'en tiens donc à vous pour prendre ce problème à bras le corps.

*Si vous avez accepté de nous recevoir aujourd'hui à l'Élysée, en ce jour mémoriel d'hommage aux **Harkis**, c'est pour nous une marque de reconnaissance.*

*Il est grand temps de mettre ce groupe autour du Comité National de Liaison des **Harkis**.*

Pourquoi ce Comité ? Vos me direz pourquoi nous et pas quelqu'un d'autre ?

*Le **CNLH** a réuni les revendications des quatre coins de France. Le **CNLH** l'a prouvé par ses rassemblements. Le **CNLH** est légitime. Nous avons plusieurs Présidents d'associations qui se sont greffés sur notre Comité. Je peux même vous prouver que le **CNLH** n'est pas seulement national, mais international. Je peux vous prouver que je reçois des contacts d'Algérie. Je peux vous montrer des messages ici, qui sont dans*

mon portable. Le rapprochement entre la France et l'Algérie est très important pour nous. Nous voulons que la France ait une grandeur avec l'Algérie dans l'Histoire. Malgré tout ce qui s'est passé, nous voulons être des facteurs de ce rapprochement car l'Algérie est notre terre natale. Nos aïeux sont enterrés là-bas.

Dans l'intérêt de ces deux nations, ce rapprochement est souhaitable, il faut dire la vérité des deux côtés.

Ce que je demande aujourd'hui, c'est que le Comité National de Liaison des Harkis puisse jouer un rôle, et ce n'est pas moi qui le demande M. le Président, c'est tous les Harkis de France et de Navarre qui le demandent. Ils me disent « M. GASMI, c'est à vous de nous représenter dans les plus hauts lieux de la Nation ».

Quant au bilan des 5 dernières années, personne ne pourra me dire le contraire, rien n'a été fait. Je défie quiconque de me dire ce qui a été fait au cours de ces 5 et même 10 dernières années : RIEN. Je suis désolé de le dire, c'est une vérité. Le bilan c'est une feuille blanche. Des promesses et rien d'autre !

Je passe la parole à M. SACI, mais avant ça, j'insiste auprès de vous M. le Président, la communauté a besoin de se sentir bien représentée et bien défendue.



M. Mohand Saci

M. le Président de la République,

Nous vous remercions de nous recevoir aujourd'hui en cette journée nationale d'hommage aux Harkis, une journée déterminante pour notre engagement à défendre notre dignité.

Il y a un an jour pour jour votre prédécesseur le Président François Hollande a reconnu publiquement à l'occasion de la journée nationale d'hommage aux harkis, les responsabilités des gouvernements français dans l'abandon des harkis».

En ces termes !

«Je reconnais les responsabilités des gouvernements français dans (...) les massacres de ceux restés en Algérie et les conditions d'accueil inhumaines de ceux transférés en France.

« La France a manqué à sa promesse, elle a tourné le dos à des familles qui étaient pourtant françaises », a-t-il déploré.

Pour donner un sens aux propos de François HOLLANDE et illustrer notre vécu, permettez-moi de vous montrer ces quelques photos.

Mohand SACI présente les photos au Président de la République et commente chaque photo. (archives Harkis / BIAS).

Pour répondre à la question de M. GASMI : « pourquoi le CNLH est-il légitime à défendre la cause des Harkis ? »

C'est parce que nous avons été les premiers à faire des manifestations, des manifestations pacifiques.

Nous organisons des réunions, nous avons fait des travaux, ces travaux là par exemple, ont été remis à Kader ARIF, qui était ministre chargé du dossier des rapatriés. Ces travaux n'ont pas été suivis, pourtant dans ces travaux du CNLH, il y avait de la matière. Or, rien n'a été fait.

On nous a toujours fait de la politique africaine sans présence d'africains... C'est-à-dire qu'on ne nous consulte pas.

On nous dit : « voilà, prenez ça » ; ceci dure depuis trop longtemps.

Ils ont fait le « plan emploi pour les enfants de Harkis », c'était en 2008. Je suis allé rue de Bellechasse, mal rasé. J'ai dit : Monsieur le Ministre, c'est quand même inadmissible ce que vous êtes en train de faire : un plan pour les enfants de Harkis. Ce n'est pas par hasard que je suis mal rasé, c'est pour vous montrer que nous sommes déjà grands-pères ; qu'on a été exclus du monde du travail et que demain on va être exclus du monde des retraites.

Actuellement, on parle de retraites, d'emplois, mais nous, les enfants des camps, on a été exclus. Beaucoup d'enfants du camps de Bias ont été touchés psychologiquement. Ils sont à la dérive. Ils n'ont pas construit leur vie, pas construit de foyer. On ne leur a pas donné des moyens. J'ai échappé à cela, heureusement.

Pourquoi la légitimité du CNLH ?

Eh bien voilà le travail du G 12, il est là !

Sur deux pages.

En plus, ils sont allés piocher quelques éléments dans nos travaux, sans prendre la peine de les étudier.

Le CNLH a travaillé dans plusieurs domaines. Mme VION va vous remettre un dossier résumant notre travail. Nous avons d'autre part travaillé sur un projet de loi. Car il y a des députés qui ont déposé des

projets de loi, mais c'est toujours pareil, leur travail c'est de la politique africaine sans la présence d'africains.

*C'est-à-dire sans nous concerter. Ils proposent toujours des choses qui ne vont pas dans le sens où on veut aller. Ils parlent parfois d'indemnisation, nous on ne parle pas d'indemnisation, on parle de réparation. Parce que les **Harkis** ont subi un drame. Nous avons été spoliés, certes, mais nous, nous voulons parler de réparation.*

Si on parle d'indemnisation, la communauté pieds noirs va s'accaparer de notre dossier et nous avons toujours été des sous-fifres peut-être de cette politique là.

Les lois d'indemnisation qu'il y a eu en 1970, 1975, etc... Nous on veut passer à une loi de réparation.

*Le **CNLH** a travaillé sur ce dossier, le **CNLH** est prêt à faire des réunions, même à **Paris**, nous viendrons.*

*Voyez, j'ai ici une liste de toutes les associations qui ont rejoint le **CNLH**. Ce sont toutes les associations que nous réunissons.*



M. Emmanuel Macron

*J'ai bien entendu vos arguments en ce qui concerne la représentativité et la légitimité du **CNLH**. Je vous remercie, mais nous allons à présent passer la parole à M. **Serge CARREL**, afin que chacun ait le temps de s'exprimer aujourd'hui :*



M. Serge Carrel

*Je vous remercie de l'attention que vous portez à l'égard de nous nous.
De nous faire l'honneur de nous recevoir en ce jour national au palais de
l'Élysée.*

*Je ne suis pas ici pour refaire l'histoire, je ne veux pas abuser de votre
temps qui est précieux. Vous avez dû lire des témoignages dans la
presse, dans les colloques, ou dans les établissements scolaires.*

*M. le Président, le 19 avril 2017, vous avez reçu des représentants
du **CNLH** à votre siège de campagne. Vous avez pris des engagements
par rapport à la question **Harkie**. Nous avons attesté de votre qualité
d'écoute, M.**BERNOS** nous a dit que si vous étiez élu à la présidence,
vous feriez une action dans les 6 mois qui suivront. Nous sommes dans
cette attente.*

*Nous devons travailler à la réparation financière estimée par
les **Harkis** et leurs familles ; la réparation financière estimée par les
enfants de **Harkis** par rapport à leurs pertes de chance.*

*Nous attendons un plan massif pour l'emploi des enfants de Harkis : le
chômage de cette population est le triple de celui de la population
nationale. S'ajoute la question des retraites pour les **Harkis**.*

*Les **Harkis** sont peu représentés dans la haute fonction publique,
notamment dans les commissions de la Cour des Comptes.*

*Ils ne sauront se contenter de promesses non tenues, il est temps de
trancher, de prendre des décisions. Le problème **Harki** est une question
politique qui devrait être réglée sur le plan politique.*

*La cause des **Harkis** se résume en trois points :*

1) Nous devons agir contre les injures, les discriminations, etc...

*2) Reconnaissance : Jamais de toute l'Histoire, un chef d'État n'a livré
ses propres soldats à l'ennemi. La réparation doit être faite à la hauteur
du préjudice subi.*

(souffrances, déracinement, internement dans les camps, etc...)

*3) M. le Président, les Harkis (M. **CARREL** se met à pleurer)*



M. André AZNI

M. le Président,

Moi je vais être direct car je sais que vous êtes direct et que vous aimez bien les gens directs.

*Moi j'ai toujours cru en vous. J'ai été le premier fils de Harki à venir vous voir après votre discours sur la guerre d'Algérie, avec Messieurs **DAMAIZIN** et **SOUBIRAN**.*

*J'ai même vu beaucoup de fils de **Harkis** me faire des réflexions quand j'étais à votre permanence, quand j'ai pris votre défense, quand j'ai collé pour vous, j'ai été dans les rues la nuit et le jour, je peux apporter des preuves photographiques. J'ai mis des drapeaux dans mon restaurant pour vous à Villeneuve-sur-Lot. J'ai aidé Olivier, il peut vous le confirmer.*

J'ai fait mon contrat, alors j'attends de vous que vous remplissiez le vôtre envers la communauté Harkie.

*J'ai rencontré M. **BERNOS**, je pense que M. **BERNOS** est incontournable pour la communauté **Harkie** ; c'est un homme de valeur, de convictions, sûr, il manque à la République.*

*M. **Michel BERNOS** est un grand homme, pourquoi ?*

*Parce que tout d'abord, il a été votre représentant le 18 mars à **AGEN**. C'est lui qui vous a représenté. Avec le discours qu'il a tenu, et la pacification qui a été faite auprès de notre communauté, je crois que le courant entre M. **BERNOS** et notre communauté est passé, et je crois qu'il est indispensable à la République.*



M. Kader Tamazount

*Moi je suis né à Rivesaltes. Il faut savoir qu'il y a des enfants enterrés à même ce camp. J'ai compris qu'il fallait trouver une responsabilité dans notre drame. J'ai grandi au camp de **Bias**. J'ai créé une fondation pour que soit reconnue la date du 12 mai 1962, date de l'**abandon** des **Harkis**.
Je vous ai apporté les télégrammes de **Messmer** et **Joxe**.*

*Ensuite, devant l'incapacité des politiques à régler le problème des **Harkis**, nous avons saisi la justice. Nous avons réussi à prouver la responsabilité de l'État français dans le drame des **Harkis**. Les seules solutions proposées par le gouvernement dans le cadre de la réparation*

sont des mesures de droit commun. Cela fait 30 ans que les mesures faites pour nous par les gouvernements, sont des mesures de droit commun.

*M. le Président, je suis convaincu que les grandes réformes que vous allez préparer en faveur des **Harkis**, vous aurez à cœur de les faire durant votre quinquennat. Je pense que cette fois-ci, il faudra mettre en œuvre cette grande loi de réparation en faisant des propositions devant le parlement afin de juger les préjudices et la réparation.*



M. Charles Tamazount

*Le principe de réparation est reconnu par la justice. Le seul problème que pose cette réparation, c'est le problème de la diversité des situations. Il faut approfondir afin de pouvoir répondre à chacun au regard de la diversité des parcours. Nous avons été convainçants devant les tribunaux et nous avons étudié les situations diverses. Le problème de la réparation ne concerne pas que uniquement les enfants de **Harkis**. Il y a un décalage entre ce que je vois et la vie quotidienne. On ne peut pas, par un texte de loi, répondre de manière « uniforme » à des situations qui sont diverses. La réalité, c'est celle des enfants de **Harkis** qui ont vécu dans le camp de **Bias** ou de **St-Maurice l'Ardoise**, dans des situations déroçatoires du droit commun, dans des structures en-dehors de celles du droit commun.*

*Un texte de loi qui tenterait de répondre de manière uniforme « **ça ne marchera pas** ». Il y a des enfants de **Harkis** qui n'ont pas connu le parcours de tous ces gens.*

*L'enjeu est là. Le problème des **Harkis** suppose un dispositif qui permettra d'aboutir à la réparation et pourra peut-être aussi d'alimenter un dispositif, par exemple une fondation (à l'image de la CIVS), qui travaillerait sur un fonds de **Mémoire**, mais à travers ceci, travaillerait aussi à la réparation sur la base de témoignage de **Harkis** qui ont vécu dans ces conditions, ainsi que vous l'a montré **Mohand SADI**. Cela répondrait à cette soif de reconnaissance, et de réparation. Cela permettrait d'aboutir à une réparation juste et efficace. Non à des dispositifs de droit commun non adaptés.*

*Il faut travailler à approfondir. Il faut que les **Harkis** aient la même égalité des chances que tous les français. Il faut réparer par un geste pour leur redonner les chances qu'ils n'ont pas eues.*



Mohammed Adouch

*Pour les anciens **Harkis**, le temps presse.*

Au-delà des querelles de représentativité, il y a des attentes partagées par tous :

- reconnaissance, mémoire, réparation juste et équitable.

***François Hollande** a tout reconnu.*

Nous souhaitons la constitution d'une commission d'évaluation des préjudices subis par les parents et par les enfants.

Nous n'avons pas eu l'égalité des chances comme tous les autres français.

Nous vous demandons un geste pour réparer la chance que nous n'avons pas eue.

S'agissant du plan emploi, les enfants de Harkis ont plus de 50 ans aujourd'hui. Il faut donc plutôt faire un geste pour les retraites.

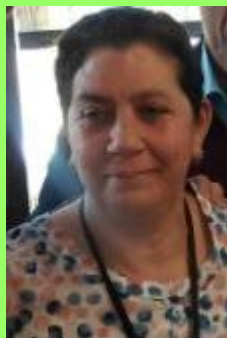
Il faut réunir un groupe élargi de personnes compétentes pour travailler sur ce dossier, à des solutions acceptables par tous.

*Peut-être faudrait-il séparer ce groupe en deux : un groupe qui travaillerait sur la **mémoire**, un groupe sur la **réparation**.*



M. Emmanuel Macron

Si vous vous divisez entre vous, ce n'est pas bon.



Mme Kadra SAFRIOUNE

M. le Président, je voudrais avant tout vous remercier de nous recevoir ici, en cette journée d'hommage aux Harkis. Vous êtes le premier Président à nous recevoir ici. Ce rendez-vous fait suite à notre rencontre du 19 avril dernier. Nous avons abordé les différents sujets, l'état des lieux, le mémoriel, la réparation. Nous sommes tout à fait d'accord avec tout ce qui vient d'être dit ici. Monsieur le Président, nos Harkis se meurent.

Je pense que nous sommes dans une urgence plus que jamais.

Et nous vous avons fait confiance, M. le Président.

Si vous le faites, je pense que cela permettra à ceux qui restent de retrouver leur dignité et de partir en paix dans la sérénité, et nous de pouvoir travailler ensuite sur le devoir de mémoire.

Le temps presse sur le dossier de la réparation.

Si vous le faites, vous grandirez la France M. le Président, et vous rendrez l'honneur et la dignité à tous les Harkis.

En ce qui concerne les enfants, autour de cette table il y a les enfants, nous n'avons pas eu les mêmes chances, nous avons porté la souffrance de nos parents, donc ce que nous souhaitons, M. le président, afin de votre bienveillance, alors si vous faites quelque chose, M. le Président, ce qui aurait dû être fait avant, nous souhaitons que ce problème soit réglé une bonne fois pour toutes.

Je vais vous le dire très sincèrement, M. le Président, cette Histoire n'a jamais été prise en compte, cela n'a jamais été fait avant, alors M. le Président, faites ce qui n'a jamais été fait. Et croyez-moi que dans l'Histoire des Harkis cela restera.

Nous vous en remercions M. le Président.



M. Emmanuel Macron

Est-ce que si, nous, on ouvre ce chantier dans ces termes, pourrons-nous travailler tous ensemble ? Ce que je veux dire, c'est que ce Comité reconnu dans sa pleine représentativité pourra-t-il travailler avec le G 12, parce que je vais vous le dire franchement, là c'est le G 12 qui est en bas, mais c'est très possible de retrouver des enfants de **Messmer** dans cette tour de 10 étages...

C'est important à un moment donné que vous puissiez tous vous retrouver pour travailler ensemble, chacun portant sa voix, on ne peut pas travailler en parallèle...



M. Mohand SADI

M. le Président, le G 12 a été créé suite à la grève de la faim de **Boaza Gasmî**. Nous faisons partie de ce G 12 au début, mais lorsque nous avons vu que ce G 12 n'était pas compétent, nous sommes partis.



M. Kader TAMAZOUNT

Il y a des personnes qui ne sont là que pour les revendications. Le G 12 n'est là que pour les revendications. C'est pour cela qu'on a fait la fondation du 12 mai 1962 : pour séparer d'un côté les revendications, l'histoire et la mémoire, de l'autre, une structure qui pourrait travailler à cette loi de réparation. Le G 12 pourrait travailler par exemple à ce qui concerne la mémoire, le G 12 on ne sait pas exactement ce que c'est. C'est quoi le G 12 ?



M. Boaza GASMI

M. le Président, si dans vos ministères les dossiers n'avancent pas, qu'est-ce que vous allez faire ? Vous faites un remaniement, vous changez les gens ou vous gardez toujours les mêmes ?



M. Emmanuel Macron

Je suis d'accord, mais derrière cela, il est important que tous se réconcilient. Vous ne les trouvez pas assez ambitieux, très bien, pourtant, est-ce que cela justifie de ne pas vouloir les voir, ne pas vouloir travailler avec eux, ce n'est pas envisageable.

Je ne suis pas en train de vous dire que je vais me caler sur le moins ambitieux de la bande !

Si vous êtes là, c'est parce que j'ai envie de travailler avec vous. Mais ce qui est indispensable, c'est de faire converger l'ensemble de cette équipe qui représente la même cause. Moi ce que je vous demande, c'est de prendre cet engagement.

Ce que je voudrais :

On va lancer dans les prochaines semaines ce projet de réparation avec la volonté de définir les cas mais aussi les missions.

Il y a pour moi une partie historique, historiographique, c'est la mémoire, qui est importante. Il y a une partie réparation, surtout pour

la première génération, et celle qui en sont les enfants. Il faut bien distinguer ces deux volets.

Sur la réparation, il y a des situations individuelles, il faut bien regarder les choses. Il faut qu'on arrive à déconcentrer le débat. Il faut qu'on arrive à le découper, c'est comme un bloc. Il faut avoir la réparation la plus intelligente et la plus fine possible. Il faut, sous l'autorité de la Ministre, avoir la possibilité de commencer cette mission très vite, qu'on y associe des députés pour travailler sur le sujet, comme **M. DAMAIZIN, et connaître l'ensemble des structures qui veulent y participer. De toute façon, c'est toujours celui qui est compétent qui l'emporte. Il faut mettre tout le monde autour de la table, entrer dans une « **granularité** ».**

Je suis prêt à travailler dans les prochaines semaines avec ce groupe très concret, qu'on va mettre en place, ainsi que je m'y suis engagée, pour aboutir à des projets concrets et à cette réparation.



Mme Claire TASSADIT HOUD

En effet, si nous voulons faire un travail sérieux, nous avons besoin de toutes les instances, non seulement le **CNLH mais avec toutes les instances légitimes pour le faire. Dans l'exclusion nous n'arriverons à rien.**



Boaza GASMI

*Je sais on n'arrivera à rien comme ça, mais nous ça fait 6 ans qu'on est exclus. **TASSADIT**, je me permets de dire au Président de la République que nous avons été exclus. Notre représentante a remis à vos conseillers des dossiers de travail sur lesquels on peut se baser. Je crois qu'aujourd'hui, je vous le dis sincèrement M. le Président, je suis aussi homme direct, si vous reprenez le G 12 ça ne marchera pas. Pour nous, avec tout mon respect, c'est des papis...*



M. Emmanuel Macron

Mais il faut les respecter les papis... (Sourires et tollé)



M. Serge Carrel

Vous dites que les papis c'est des bons à rien non ?

*Vous parlez des papis, c'est moi qui a porté le fusil, c'est moi qui a combattu pour la **France**, je suis fier en tant que papi d'avoir servi la **France**...*



M.Rachid DRIDI

*Aujourd'hui, moi ce que je voudrais dire à M. le Président, c'est qu'envers les jeunes générations, celles qui incarnent la jeunesse, je voudrais que vous preniez une décision politique, et arrêter avec les décisions administratives qu'on a eues, qu'on a subies depuis plusieurs années. Le courage politique, la décision politique, doit émaner du Président de la République et elle doit être courageuse. Pourquoi, parce que c'est la **France** et elle a une Histoire qu'elle doit assumer, voilà ! **M. MACRON.***

10 h : La séance est levée.

*Après avoir posé pour quelques photos, **M. Emmanuel Macron** disparaît.*
